



NATIONS UNIES
MADAGASCAR

Unis dans l'Action

LESECHOS

DU BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT

**SPOTLIGHT :
LE FONDS DES NATIONS UNIES
POUR L'ENFANCE
A MADAGASCAR**



coordination.mg@one.un.org



mg.one.un.org



Système des Nations Unies à Madagascar



[@mg.one.un.org](https://twitter.com/mg.one.un.org)

DANS CE NUMERO



Editorial



Aperçu de la situation humanitaire
au mois de juillet 2019



Entretien avec M. Michel Saint-Lot,
l'Représentant de l'UNICEF à
Madagascar

Journée mondiale de l'environnement :
Non à la pollution de l'air!



Pages spéciales
L'eau au Sud : un rêve devenu réalité
pour 40 000 personnes !

Association des anciens fonctionnaires
retraités des Nations Unies :
une association qui bouge!



Madagascar & Nations Unies :
Évaluation finale du cadre de
coopération actuel (UNDAF) et plan
pour l'élaboration de la prochaine
phase

Histoire de réussite :
Projet TSARA



Phase II du Fonds pour la
consolidation de la paix (PBF) :
Trois nouveaux projets en cours de
préparation

Réouverture du Musée du Palais
d'Andafiavaratra



Visite de la Sous-Secrétaire général de
l'ONU aux Affaires humanitaires et du
Vice-Président adjoint du FIDA, 2 au 6
juin 2019

Les rotariens en action en faveur de
la réalisation des Objectifs de
développement durable (ODD)



coordination.mg@one.un.org



mg.one.un.org



Système des Nations Unies à Madagascar



@MG_One_UN

Chers lecteurs,

Je voudrais tout d'abord féliciter les membres de l'Assemblée Nationale nouvellement élus et spécialement la nouvelle Présidente, Madame Christine Razanamahasoa. Je lui souhaite beaucoup de succès dans l'exercice de ses fonctions. Mes félicitations également au gouvernement, aux personnes et institutions de la République pour la réussite et le bon déroulement des élections législatives. Je saisis cette occasion pour réitérer la volonté du système des Nations Unies à appuyer l'Assemblée Nationale et Madagascar dans la consolidation de la culture démocratique, la bonne gouvernance, le développement socio-économique et la paix.

La paix et la sécurité constituant l'un des piliers des valeurs des Nations Unies et une de ses priorités, le Fonds des Nations Unies pour la Paix, ou en anglais « Peacebuilding Fund » (PBF), continue à soutenir les efforts du gouvernement malgache pour consolider la paix dans le pays. La première phase du financement du PBF touche désormais à sa fin et la deuxième phase est maintenant en cours de préparation par les parties prenantes.

Dans le contexte du plan de coopération entre le système des Nations Unies et Madagascar, connu sous l'appellation UNDAF, une réunion du Comité conjoint de pilotage s'est tenue au mois de juin afin d'évaluer le progrès et de discuter des perspectives pour le développement du futur plan de coopération pour qu'il soit la continuité du plan actuel.

Au cours de cette période, deux personnalités hautement gradées des Nations Unies sont venues visiter Madagascar. Ces visites incluaient la Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies aux affaires humanitaires et le vice-président adjoint du FIDA. Ils sont venus constater les grandes avancées que Madagascar est en train de faire et réitérer la continuation ainsi que l'accélération du support et du partenariat des Nations Unies.

Un exemple important des projets implantés par le Gouvernement dans le partenariat avec les agences des Nations Unies à Madagascar constitue la construction de pipelines dans le sud pour transférer l'eau des aires hautement productives vers les lieux où il en manque terriblement. Vous en apprendrez plus à ce sujet en parcourant ce bulletin.

Le mois de juin étant consacré à l'enfance, l'UNICEF est placé sous le projecteur dans ce numéro afin de vous présenter les travaux, les réalisations et les perspectives de cette agence dans son cadre de coopération avec la population et le gouvernement de Madagascar.

Enfin, nous sommes reconnaissants envers vous, chers lecteurs pour l'intérêt continu que vous témoignez à l'égard de notre travail et nous vous invitons encore une fois à participer à travers vos questions, commentaires et suggestions. Ces contributions nous aident à améliorer ce bulletin ainsi qu'à les ajuster pour se conformer à votre besoin informationnel.



Violette Kakyomya

Coordonnateur résident
Système des Nations Unies à Madagascar



coordination.mg@one.un.org



mg.one.un.org



Système des Nations Unies à Madagascar



[@MG_One_UN](https://twitter.com/MG_One_UN)

SPOTLIGHT

Entretien avec M. Michel Saint-Lot, Représentant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à Madagascar

Pouvez-vous rappeler le mandat et les avantages de l'UNICEF ?

L'UNICEF est chargé par l'Assemblée générale des Nations Unies de défendre les droits des enfants et adolescents, de zéro à dix-huit ans, d'aider à répondre à leurs besoins essentiels et de favoriser leur plein épanouissement. A ce titre, à Madagascar, l'UNICEF travaille depuis 1961 pour appuyer la santé, la nutrition, l'éducation, l'accès à l'eau et l'assainissement, le soutien aux politiques de protection sociale, la mobilisation communautaire, tant dans des situations de développement que dans un cadre plus « humanitaire ».

Les avantages de l'UNICEF sont multiples puisque son mandat lui permet des actions intégrées dans les secteurs précités, mais également dans des domaines plus transversaux comme le genre, la lutte contre les changements climatiques, l'adolescence, la petite enfance, les approches rurales et urbaines, etc.

Un staff de plus de 170 personnes, dont un tiers sur le terrain, nous permet d'agir à tous les niveaux administratifs et géographiques. Nos actions vont du plaidoyer à l'appui aux politiques publiques et le renforcement de capacité à tous les niveaux.

La confiance créée et maintenue auprès des donateurs et du secteur privé nous permet de disposer de ressources importantes (staff, budget et équipement), ce qui génère des résultats à large échelle. Notre centre d'achat à Copenhague permet de fournir des équipements de qualité, à bas prix et rapidement pour les enfants de Madagascar.

Un appui opérationnel, de suivi, de communication, et de logistique renforce notre capacité de participation et de coordination au sein des différents mécanismes « Unis dans l'Action ». L'UNICEF est ainsi le coordinateur des plates formes Eau et Assainissement, Nutrition, Education, Politiques Sociales et du groupe de suivi et évaluation,



M. Michel Saint-Lot, Représentant de l'UNICEF à Madagascar, lors de la célébration de la Journée internationale de la jeune fille, le 11 octobre 2018 au Stade d'Alarobia

gère ou participe à plusieurs programmes conjoints et à des partenariats avec ses agences sœurs, les donateurs bilatéraux ou multilatéraux, le secteur privé, les médias, les organisations de la société civile et le monde académique.

Cette coordination et capacité d'intervention nous permet d'agir dans le cadre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) dans une optique de développement, mais également d'intervenir sur toutes les actions d'urgences auxquelles Madagascar fait malheureusement souvent face, qu'il s'agisse des cyclones, de la sécheresse, des épidémies. Notons que cette capacité est reconnue au niveau régional et que nos staffs sont régulièrement sollicités pour soutenir les autres pays dans le cadre de la coopération sud-sud, comme ce fut le cas cette année pour les cyclones Idai et Kenneth.



Visite des travaux du pipeline à Beloha par le Président de la République, en janvier 2019 (c) UNICEF



Durant les 4 dernières années, l'UNICEF a pu apporter de l'eau potable à plus de 700 000 personnes à Madagascar (c) UNICEF

Quels sont les résultats majeurs obtenus en 2018 et au premier trimestre 2019 grâce à l'appui que l'UNICEF a octroyé à Madagascar ?

Nos résultats, comme évoqués précédemment, sont surtout des résultats d'équipe, et sont nombreux. De tête je citerai pour l'eau l'inauguration du pipeline d'Ampotaka, résultat de trois ans de travaux, qui va amener de l'eau à 40,000 personnes dans le sud, ainsi que nos réponses aux cyclones en 2018. Dans le domaine de la santé, la contribution à l'arrêt de l'épidémie de rougeole à travers la fourniture de 8,5 millions de doses de vaccins, la remise en état de la chaîne de froid avec plus de 630 réfrigérateurs solaires, la fourniture de soins à 20,000 adolescents sont des succès incontestables ; cependant, ils ne pourront durer que si des renforcements des systèmes de santé, y compris au niveau décentralisé, sont conduits.

La malnutrition, problème majeur à Madagascar, a bénéficié d'un plaidoyer qui a permis l'implication de la Banque Mondiale, mais également du test trimestriel de plus de 250,000 enfants dans le sud pour éviter la malnutrition aiguë sévère, sans parler des 3 millions d'enfants touchés chaque année par la Semaine de Santé de la Mère et de l'Enfant, financée à plus de 80% par l'UNICEF.

Dans l'éducation, en plus de la construction de plus de 50 salles de classes, le soutien éducatif et social à 260,000 enfants et adolescents, le retour à l'école de plus de 54,000 enfants en 2018 et l'appui pédagogique à plus de 5,000 professeurs sont des

compléments opérationnels à notre action de coordination en tant que secrétaire du Partenariat Global pour l'Education et notre soutien technique au Plan Sectoriel de l'Education.

La finalisation d'un sondage démographique majeur (le MICS) qui fournit les premières données depuis 2012 à Madagascar et le soutien à 11,000 ménages dans le cadre de nos actions de cash transferts en partenariat avec la Banque mondiale sont des actions fortes et structurantes.

Le pipeline d'Ampotaka va amener de l'eau à 40,000 personnes dans le sud

La mise en place d'une politique de lutte contre le mariage précoce, le soutien à plus de 6,000 enfants victimes de violence en partie par les centres Vonjy permettent de leur côté de toucher les enfants les plus vulnérables.

Enfin le recours aux nouvelles technologies comme l'utilisation des drones pour le Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNGRC), l'identification des nappes phréatiques par satellite ou l'exploration de micronutriments alternatifs nous permettent de changer certains paradigmes à large échelle.

Quelles sont les principales contraintes et défis ? Quelles solutions proposez-vous ?

Si l'une de nos priorités est de faire partager avec la communauté internationale la situation critique dans laquelle vivent de trop nombreux enfants à Madagascar, l'heure n'est pas au pessimisme. Nous percevons une volonté de progrès, une foi nouvelle en l'avenir, comme ressentis dans le parcours étonnant de l'équipe des Bareas, par ailleurs partenaires de l'UNICEF dans la lutte contre la violence.

Je suis convaincu que la mobilisation de tous, sous le leadership du gouvernement et sur des problèmes clairement identifiés, via des considérations factuelles et techniques et des stratégies adaptées aux attentes et particularités des différentes populations, permettra des changements rapides, concrets et soutenables pour la population et en particulier ses enfants.

Les problèmes d'accès, de communication et d'approvisionnement, les difficultés de priorisation, les désastres naturels récurrents, le poids de l'histoire, la diversité des populations malagasy, les problèmes de ressources humaines dans un monde qui évolue très vite sont des contraintes additionnelles auxquelles tous les partenaires se heurtent et qui doivent bénéficier de réponse au cas par cas.

L'UNICEF, en partenariat avec ses agences sœurs et les acteurs du développement – nous sommes en charge de la coordination dans plusieurs secteurs - tente de renforcer les systèmes, de garantir une meilleure équité dans l'allocation des ressources.

Nous sommes persuadés que des alliances sont nécessaires pour résoudre les contraintes les plus fortes. Ces alliances doivent se faire entre les secteurs (pour citer l'environnement et la santé), entre les partenaires et entre les modes d'actions (en réduisant le fossé parfois artificiel entre les urgences et le développement)

**Nous percevons une
volonté de progrès,
une foi nouvelle en
l'avenir, comme
ressentis dans le
parcours étonnant
de l'équipe des
Barea.**



Séance de dépistage de la malnutrition aigue au centre de santé de Maroalimainty en 2017 (c) UNICEF



Un des centres Vonjy mis en place à Nosy Be pour la prise en charge intégrée des enfants victimes (c) UNICEF

Quelles sont les perspectives d'appui de l'UNICEF pour le reste de l'année 2019 et au-delà ?

L'UNICEF travaille dans le cadre de l'UNDAF et d'un programme de pays qui a récemment été étendu jusqu'en 2020, en vue de créer des résultats concrets, majeurs et soutenables. 2019 verra le début du prochain cycle de programmation en lien avec nos agences sœurs, une évaluation de notre programme de pays pour en tirer les leçons principales, les domaines à consolider, ceux dans lesquels s'étendre ainsi que les éventuelles actions ou approches à réduire, au contraire.

Le partage du nouveau Plan d'urgence de Madagascar sera l'occasion également de nous assurer de nos synergies avec les priorités gouvernementales.

Au niveau de nos programmes, nous poursuivrons donc nos actions tant au niveau politique qu'opérationnel, de préférence à large échelle, tant aux niveaux sectoriels que transversaux, tant sur des problématiques de développement que sur des actions de réponse aux urgences.

Des éléments innovants, tel le forum tenu au début du mois de juillet sur l'impact des différentes pollutions sur les enfants de Madagascar, seront lancés, ainsi qu'un renforcement de nos approches genre, qui bénéficieront du soutien d'un staff international permanent.

De nouvelles initiatives seront lancées, comme le renouvellement du parc de drones du BNGRC, l'expérimentation du système UReport qui donne aux adolescents la possibilité de régulièrement informer sur leur situation, et la solarisation de nos programmes sera intensifiée. Les données du MICS seront croisées et permettront d'affiner notre compréhension sur les causes multifactorielles, comme l'impact de l'abandon scolaire sur le mariage précoce.

Nous continuerons sinon à appuyer le gouvernement dans une approche systémique, comme par exemple la revue en cours du plan sectoriel de l'éducation, mais poursuivrons également la création d'alliances avec les autres partenaires du développement comme le secteur privé, la société civile, les enfants et adolescents eux-mêmes.



L'appui de l'UNICEF dans le sud a pu bénéficier à plus de 840 000 élèves dans le préscolaire, primaire et le secondaire dont 54% sont des filles. (c) UNICEF

Vos mots de la fin ?

Les contraintes et défis que nous rencontrons sont bien entendus multiples et dépendent des secteurs. Certaines sont structurelles d'autres plus momentanées ou conjoncturels. Les défis transversaux que nous rencontrons sont le manque de données de base dans la plupart des secteurs, ce que le MICS contribuera à résoudre.

La pauvreté et les faibles allocations de ressources gouvernementales, la verticalité des secteurs, les problèmes de gouvernance en particulier au niveau décentralisé, sont des goulots d'étranglement majeurs, auxquels nous tentons de répondre avec nos partenaires via des appuis aux systèmes.

La faible mobilisation internationale pour Madagascar, incompréhensible au vu des indicateurs sociaux catastrophiques dans certains secteurs, peut être renversée via un meilleur plaidoyer et une meilleure intégration dans les approches régionales voire mondiales, ainsi que la poursuite de programmes donnant des résultats à large échelle pour mobiliser les donateurs, présents ou non à Madagascar.

Mais il faut être stratégique et transparent, équitable et innovant, coordonnés et persévérants. Des approches qui semblent évidentes mais qui, au quotidien, requièrent un engagement de chaque instant ! Et il faut aller vite ! Chaque réforme repoussée, chaque action retardée, chaque opportunité manquée accroît le fardeau des enfants, adolescents, mères et ménages de Madagascar, en particulier les plus vulnérables.

L'UNICEF fera de son mieux pour continuer son appui au gouvernement et à tous les acteurs du développement, aux populations elles-mêmes et en particulier aux enfants, jusqu'à ce que la nécessité de sa présence sur la Grande Ile ne soit plus justifiée.

Chaque réforme repoussée, chaque action retardée, chaque opportunité manquée accroît le fardeau des enfants, adolescents, mères et ménages de Madagascar, en particulier les plus vulnérables.



L'eau au Sud : un rêve devenu réalité pour 40 000 personnes !

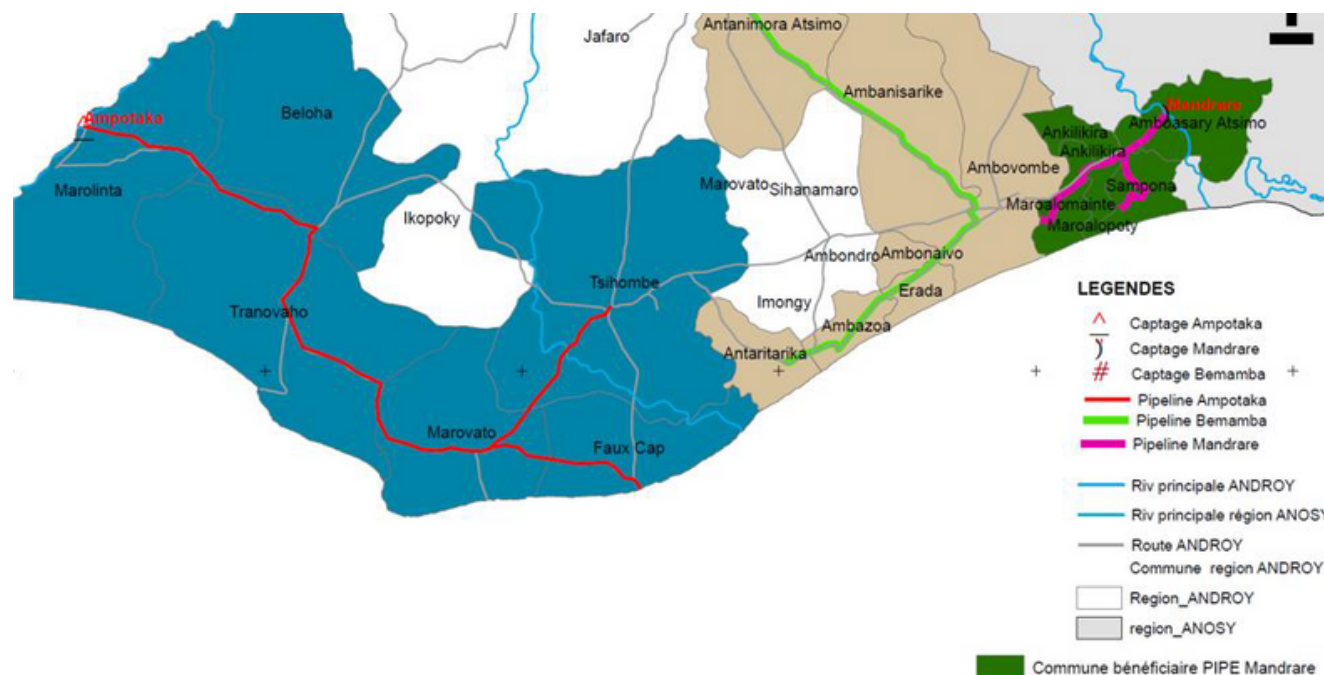
Beloha – « De l'eau, de l'eau! C'est de l'eau pour de vrai ! », s'exclame Beamby, un résident du village de Marovato dans le sud de Madagascar. Il a quitté sa maison très tôt ce matin-là et marché une heure depuis Beloha pour être témoin de l'inauguration du pipeline de 180 kilomètres de long.

L'eau est une ressource rare et précieuse dans cette partie de Madagascar. Cette région du sud a la plus faible couverture en eau du pays et souffre des impacts du changement climatique, notamment de fréquentes et intenses sécheresses. Les populations vivant dans des zones reculées doivent parcourir entre 5 et 25 km pour chercher de l'eau. Le bidon de 20 litres est généralement vendu à 200 Ariary et le prix peut augmenter jusqu'à 1.800 Ariary, réduisant le pouvoir d'achat des ménages pour d'autres besoins de base. La disponibilité limitée et le prix élevé de l'eau entraînent l'utilisation de sources d'eau de très mauvaise qualité : presque un quart de la population d'Androy utilise de l'eau de surface. Cette situation entraîne un risque élevé de morbidité et de mortalité liées à l'eau, en particulier chez les enfants. Le pipeline permettra de fournir de l'eau à 40.000 personnes.

L'UNICEF, avec le gouvernement Malagasy et les partenaires techniques et financiers, a mis en place une réponse structurelle pour relever le défi de l'eau dans le sud car c'est un défi pour améliorer les conditions de vie et de résilience de la population dans le sud d'une manière durable.

Une des solutions, est le transfert de l'eau provenant des sources hautement productives vers les zones souffrant de pénurie d'eau à travers la mise en place de pipelines. Le premier système, construit en 1996 avec l'appui du Gouvernement du Japon, est celui d'Ampotaka-Tsihombe-Faux Cap, qui couvre les districts de Tsihombe et Beloha avec un total de 7 communes.

Depuis 2017, l'UNICEF travaille en collaboration avec le Ministère de l'Energie, Eau, et Hydrocarbures (MEEH) pour la réhabilitation et l'extension de ce système et augmenter sa capacité et mettre en place une structure de gestion permettant d'assurer un service pérenne à la population.



Le pipeline Ampotaka - Faux Cap va desservir 40 000 personnes (c) UNICEF

Ravolabe, une mère de famille vivant à Marovato, a maintenant accès à de l'eau potable grâce au pipeline. Elle n'aura plus à marcher des kilomètres pour apporter de l'eau à sa famille.

Ravolabe (photo ci-contre), mère de cinq enfants, est émerveillée de voir l'eau jaillir du robinet, à l'une des 19 bornes fontaines communautaires approvisionnées par l'aqueduc. Comme tous les autres villageois dans cette région, elle devait auparavant soit marcher près de 20 kilomètres pour trouver de l'eau – une tâche presque exclusivement réservée aux femmes. Soit, payer l'eau à un prix exorbitant. Chaque bidon de 20 litres d'eau coûte environ 0,50 dollar, alors que le revenu annuel par personne dans la région est d'environ 50 dollar, soit moins de 1 dollar par semaine.

Ravolabe devait auparavant marcher près de 20 kilomètres pour trouver de l'eau – une tâche presque exclusivement réservée aux femmes

« La communauté a besoin de cette eau potable car la diarrhée est l'une des maladies les plus fréquentes chez nos enfants », explique Andrianarisoa Nambinina, une sage-femme au Centre de Santé de Nikoly.

Andrianarisoa Nambinina, qui gère le centre de santé de base du village de Nikoly confie que grâce à cet aqueduc, ses patients pourront désormais avoir de l'eau potable depuis le centre. Les équipes du centre sont également ravies car elles n'auront plus à chercher hors du centre lorsqu'elles auront besoin d'eau, de l'eau qui, la plupart du temps, est insalubre.



Andrianarisoa Nambinina, la sage-femme du CSB de Nikoly
(c) UNICEF



Ravolabe et son fils, contents que l'eau arrive enfin dans leur village !
(c) UNICEF

Ce pipeline est le résultat de plus de deux ans de collaboration entre le Gouvernement de Madagascar et l'UNICEF pour améliorer les infrastructures hydrauliques existantes, incluant une station de traitement de l'eau, des forages et des stations de pompes, mais aussi l'extension des aqueducs existant avec 90 kilomètres de plus et l'établissement d'un réseau de bornes fontaines à travers la région.

Des plans sont déjà en place pour étendre le projet et atteindre 15.000 personnes de plus dans les zones affectées par la sécheresse.

« C'est un soulagement pour toute une population qui voit ses rêves se réaliser », se confie Beamby. « Nous n'aurions jamais imaginé boire de l'eau claire un jour. Tellement, nous ne connaissions que l'eau de couleur chocolat depuis toujours »



Évaluation finale du cadre de coopération actuel (UNDAF) et plan pour l'élaboration de la prochaine phase

Une réunion du Comité directeur mixte du cadre de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de Madagascar (dénommé Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement - UNDAF) s'est tenue le 20 juin. La réunion était co-présidée par le ministre de l'Économie et des Finances et le coordonnateur résident des Nations Unies.

Les principaux sujets de discussion portaient sur l'évaluation de l'UNDAF 2015-2020 et le calendrier pour l'élaboration de la prochaine phase de coopération. Le prochain cadre de coopération devrait s'appuyer sur le nouveau plan de

développement national (Plan d'Emergence Madagascar ou PEM), lui-même ancré dans l'agenda mondial 2030 et les objectifs de développement durable.

Le processus et le calendrier à suivre pour l'évaluation finale du cadre de coopération actuel ont été présentés au comité de pilotage et approuvés. Le rapport d'évaluation, qui sera présenté en août, identifiera les bonnes pratiques, tirera des enseignements pour l'avenir et formera des recommandations pour le prochain cadre de coopération. Le calendrier pour l'élaboration du nouveau cadre de coopération a également été examiné.



Réunion du Comité de pilotage conjoint de l'UNDAF, présidée par le Ministre de l'économie et des finances et co-présidée par le Coordonnateur résident du système des Nations Unies, le 21 juin 2019 (c) BCR

Phase II de l'appui du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF) à Madagascar: Trois nouveaux projets en cours de préparation

Un atelier de priorisation en vue de la phase II de l'appui du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF) à Madagascar, s'est tenue le 24 juin dernier au Palais de Mahazoarivo. L'atelier a été présidé par M. Christian Ntsay, Premier Ministre, Chef du gouvernement et co-présidée par Mme Violette Kakyomya, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies (SNU) à Madagascar et a vu la participation de Ministres, des Représentants de l'Union Africaine et de l'Union Européenne, des partenaires bilatéraux et multilatéraux ainsi que des partenaires de mise en œuvre. En effet, afin de pouvoir consolider les acquis et les résultats positifs enregistrés au cours de la première phase, Madagascar est encore éligible pour présenter les propositions des projets pour la seconde phase du PBF.

L'atelier avait pour objectif de présenter et discuter des propositions d'axes prioritaires identifiés, en tenant compte du contexte actuel et des priorités nationales en vue de prendre la décision finale sur les domaines à prioriser pour la phase II des projets de consolidation de la paix à Madagascar.

Dans son discours, le Coordonnateur résident du SNU a tenu à remercier en particulier le Premier Ministre et les membres du gouvernement pour leur leadership sur la question. Elle a également exprimé sa reconnaissance envers les acteurs internationaux pour leur engagement à accompagner la partie nationale et en particulier le gouvernement dans le processus de consolidation de la paix.

Les partenaires politiques comme l'Union Africaine et les partenaires au développement comme l'Union Européenne ont manifesté leur engagement en faveur de la consolidation de la paix à Madagascar et à travailler ensemble pour la continuité du volet de la réforme du secteur de la sécurité si le gouvernement en exprime le besoin.

A rappeler que Madagascar a été éligible au Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF) en 2015 et a reçu un financement de 11,5 millions USD.

Quatre projets ont pu ainsi démarrer en 2016 dont : le renforcement de l'autorité de l'Etat dans le Sud (RAES), l'appui à la réforme du secteur de la sécurité à Madagascar (ARSMM) ; l'appui aux institutions démocratiques, intègres, représentatives et crédible (IDIRC) et l'appui au mécanisme endogène pour le dialogue communautaire et à l'amélioration des conditions économiques des population vulnérables (AME).

Pour la phase II, trois axes prioritaires ont été retenus dont le premier relatif à la transparence et responsabilité accrue des institutions de gouvernance par une meilleure réglementation, une fonction de contrôle accentuée et des procédures judiciaires adéquates ; le deuxième concerne le soutien à une plus grande stabilité, une plus grande sécurité et une meilleure gestion des conflits communautaires dans les zones rouges du Grand Sud et le troisième et dernier axe sera concentré sur la jeunesse et contribuera à la réduction des délinquances juvéniles.

Suite aux recommandations, l'équipe technique va se pencher sur les propositions retenues et s'atteler à la rédaction des documents qui devront être présentés pour validation.



Vue d'ensemble des participants à l'atelier de priorisation en vue de la phase II de l'appui du PBF, le 24 juin 2019 à la Primature (c) BCR



Visite à Madagascar du Sous-Secrétaire générale des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et du Vice-Président adjoint du Fonds international de développement agricole (FIDA)

La Sous-Secrétaire générale des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Madame Ursula Mueller, et le Vice-Président adjoint du Fonds international de développement agricole (FIDA), M. Donal Brown, étaient en visite officielle à Madagascar du 2 au 6 juin 2019.

Ils ont effectué une descente sur terrain dans le Grand Sud, les 3 et 4 juin, accompagnés du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) et du Coordonnateur résident du système des Nations Unies. Ils ont eu ainsi l'occasion d'échanger avec les autorités locales et les acteurs de développement et humanitaires locaux autour de la coordination des interventions et des liens entre l'aide d'urgence et le développement durable. Ils ont également effectué des visites de projets soutenus par le système des Nations Unies, notamment le bureau de la coordination locale qui vient d'être renforcé en personnel, l'école primaire publique de Beabo à Ambovombe, le centre de santé de base de

Manintsevo Berano à Amboasary, le site agricole à Ankara ainsi que le pipeline de Mandrare. Les visiteurs de haut niveau ont été impressionnés par l'initiative de décentraliser le BNGRC sur place, initiative qui devrait être suivie par les autres secteurs. Ils ont encouragé le partenariat entre les agences du système des Nations Unies, sous le leadership du Coordonnateur résident, et ont remercié le gouvernement pour avoir accompagné la délégation sur le terrain, ce qui témoigne de son engagement et de son leadership. Ils ont réaffirmé que les Nations Unies resteront aux côtés de la population Malagasy pour la soutenir, en soulignant que le développement va de pair avec l'humanitaire.

Outre la descente sur terrain, Madame Ursula Mueller a tenu des rencontres avec l'Equipe humanitaire du pays, regroupant les ONG humanitaires internationales et nationales et les Agences du Système des Nations Unies, avec les Partenaires techniques et financiers et, avec la Plateforme humanitaire du secteur privé.



Visite de la délégation à l'EPP de Beabo (c) BCR

M. Donal Brown, quant à lui, a poursuivi à Antananarivo les visites de projets appuyés par le FIDA, dont la micro-entreprise rurale d'Andranovelona. Il s'est également entretenu avec des jeunes bénéficiaires du programme FORMAPROD à Mahitsy-Ambohidratrimo et a visité le Centre de formation de jeunes (CAFPA) d'Andranovaky-Mahitsy où les appuis du programme ont permis d'améliorer les conditions d'apprentissage des jeunes et de redynamiser le centre et son personnel.

À l'issue des visites de projets, M. Brown, satisfait des résultats prometteurs obtenus, a tenu à remercier tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme, notamment l'équipe du MAEP et les différents partenaires. « Ça fait longtemps que j'entends parler des projets ou programmes œuvrant en faveur des jeunes, mais aujourd'hui j'ai eu l'opportunité de m'entretenir directement avec vous et je vois combien cela vous fait du bien » a-t-il déclaré. Il a affirmé l'engagement du FIDA à soutenir le développement de Madagascar et la mise en œuvre du nouveau Plan d'émergence de Madagascar. Notons que la visite de M. Donal Brown s'inscrivait dans le cadre de la célébration du 40ème anniversaire de la présence du FIDA dans le pays.

Au cours de leur séjour, Mme Mueller et M. Brown ont également eu des entretiens avec les hautes autorités malgaches. Ils ont été ainsi reçus par le Président de la République, le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères. M. Brown a aussi effectué des visites de travail auprès du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche et du Ministère de l'Économie et des Finances.

Félicitant le gouvernement pour ses efforts visant à mettre fin aux besoins chroniques du Grand Sud, Mme Mueller a déclaré que « Le gouvernement, de concert avec les partenaires internationaux, a enregistré des progrès dans la lutte contre les causes profondes des besoins humanitaires récurrents et le sous-développement à travers l'élaboration de la Stratégie intégrée pour le Développement du Grand sud »

La Sous-Secrétaire générale a affirmé son soutien aux efforts de mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de cette stratégie. « Cependant, un financement supplémentaire urgent est nécessaire pour répondre aux besoins humanitaires que nous n'avons pas pu couvrir. »



La Sous-Secrétaire générale de l'ONU aux Affaires humanitaires et le Vice-Président adjoint du FIDA reçus en audience par le Président de la République de Madagascar (c) BCR



Aperçu de la situation humanitaire juillet 2019

La sécurité alimentaire s'est améliorée dans tout le pays par rapport à l'année dernière, mais pour le Grand sud en particulier des poches de fragilité subsistent. Environ 730.500 personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère (phases 3 et 4 de l'IPC) entre juin et juillet 2019, dont environ 547.000 dans le Grand Sud (contre 1.261.300 à la même période en 2018, dont 833.600 dans le Grand Sud), selon le cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC).

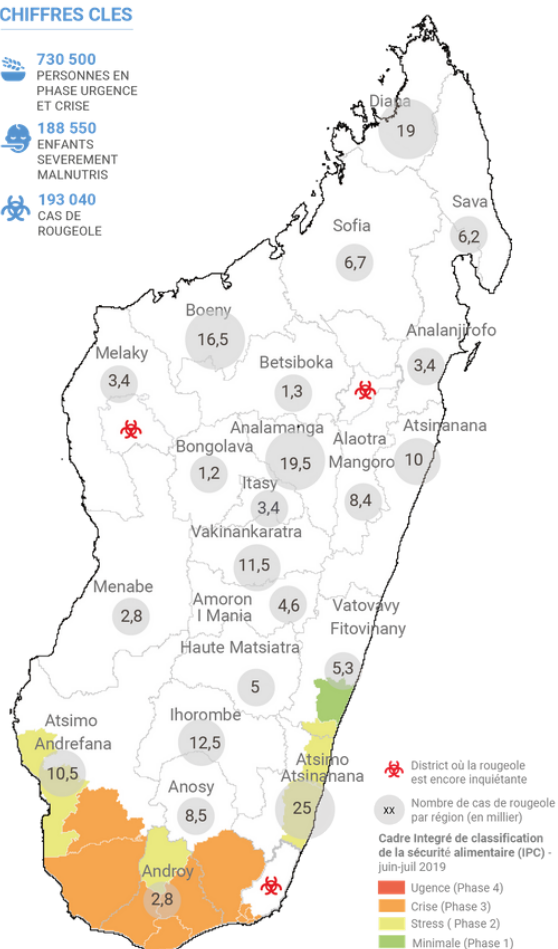
Les districts de Beloha et d'Ampanihy, qui faisaient auparavant partie de la phase 4 de l'IPC (urgence), sont passés à la phase 3 de l'IPC (crise). Les réponses humanitaires multisectorielles couplées avec les actions de protection sociale sensibles au choc mis en œuvre dans le cadre de l'Appel Eclair (financé à hauteur de 56% vers fin juin 2019) et les bonnes précipitations pendant la saison agricole ont contribué à cette amélioration. Cependant, malgré l'amélioration de la sécurité alimentaire, les niveaux de malnutrition dans les districts du Grand sud restent préoccupants, notamment en raison de la prévalence élevée de maladies (diarrhée, paludisme, infections respiratoires, etc.).

de la persistance de pratiques culinaires pauvres en aliments nutritifs et de la faible couverture vaccinale. Selon l'IPC malnutrition aigüe, parmi les 188.550 enfants souffrant de malnutrition aiguë à Madagascar, 123.450 se trouvent dans le Grand Sud, dont 17% sont sévèrement malnutris. À titre d'information, le gouvernement réalise deux fois par an l'IPC, avec l'appui de partenaires de développement et sous la direction de la FAO.

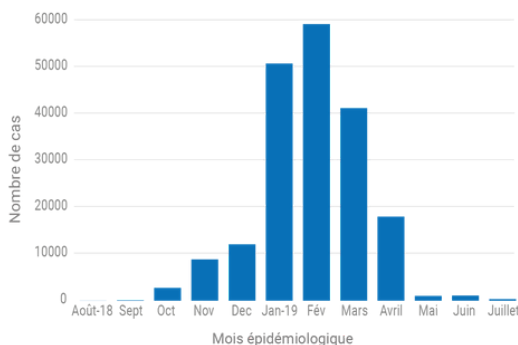
Par ailleurs, la tendance à la baisse des cas de rougeole et des décès se poursuit. Depuis l'apparition de l'épidémie le 3 septembre 2018 jusqu'à fin juillet, 193 040 cas ont été enregistrés dans les 22 régions du pays, dont 931 décès (décès communautaires non inclus). Trois campagnes de vaccination ont été menées auprès de plus de 7,2 millions d'enfants dans le pays et 48 districts ont annoncé la fin de l'épidémie vers fin juillet. Cependant, la situation reste préoccupante dans trois districts (Amparafaravola, Taolagnaro et Morafenobe), qui ont signalé deux cas chacun au cours de la dernière semaine de juin.

CHIFFRES CLES

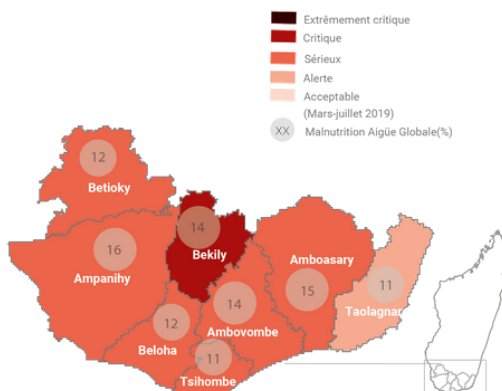
- 730 500** PERSONNES EN PHASE URGENGE ET CRISE
- 188 550** ENFANTS SEVEREMENT MALNUTRIS
- 193 040** CAS DE ROUGEOLE



CAS DE ROUGEOLE



SITUATION DE MALNUTRITION DANS LE GRAND SUD



Journée mondiale de l'environnement, 5 juin 2019 : Non à la pollution de l'air !

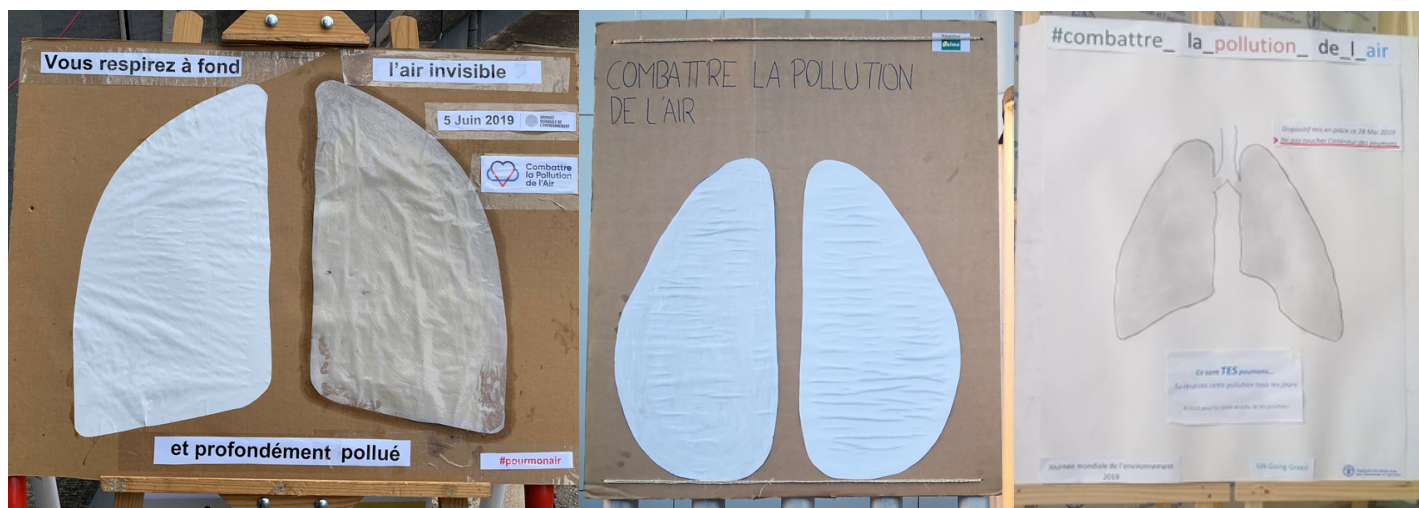
La Journée mondiale de l'environnement, célébrée chaque année le 5 juin, a été placée cette année sous le thème "Combattre la pollution de l'air". Au niveau du système des Nations Unies, la task force Going Green a mené des activités de sensibilisation du personnel durant la semaine précédant la journée officielle. Ainsi, des messages quotidiens destinés à améliorer la prise de conscience du problème de la pollution de l'air ont été diffusés au sein des différentes agences.

En effet, comprendre les différents types de pollution et leurs effets sur notre santé et l'environnement nous aide à prendre des mesures pour améliorer l'air qui nous entoure, que ce soit en milieu familial ou en milieu de travail. D'autre part, pour illustrer de manière pratique la situation de la pollution de l'air, la task force Going Green, en collaboration avec la Fondation Telma, a installé des "poumons" dans la Zone Galaxy et ailleurs pour capturer les microparticules de pollution. Le résultat est présenté sur le mini-site web dédié à la Journée mondiale de l'environnement, accessible via le lien suivant ;

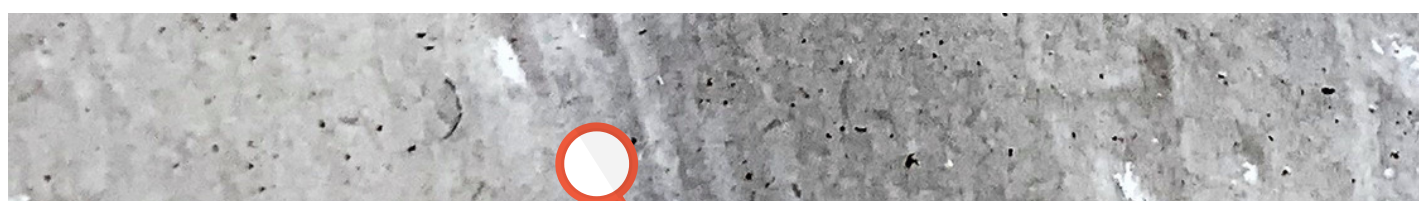
<http://mg.one.un.org/content/unct/madagascar/fr/home/publications/journee-mondiale-de-l-environnement--5-juin-2019.html>

D'autre part, une exposition consacrée à la journée mondiale de l'environnement a été organisée au Centre d'information des Nations Unies (CINU) le 3 juin. Les visiteurs ont été activement sensibilisés aux dangers de la pollution de l'air et encouragés à adopter des mesures pour réduire la pollution de l'air et prévenir les maladies pulmonaires. Un quiz sur l'environnement a été organisé en parallèle et les photos des participants posant avec les ODD 12, 13, 14 et 15 ont été postées sur les réseaux sociaux avec le hashtag #WED2019.

Un atelier sur la pollution de l'air a aussi été organisé par le CINU le 8 juin en collaboration avec l'association de jeunesse JCI Iarivo, pour sensibiliser les membres JCI sur les pratiques de réduction des émissions de gaz, le port de masques, les dispositifs et appareils à énergie verte. Des fiches d'information sur ces pratiques ainsi que des statistiques ont été distribuées aux participants.



Les "poumons" installés à différents endroits dans la zone Galaxy et à la FAO



Zoom sur les microparticules dans l'air, capturés par les "poumons"

Association des Anciens fonctionnaires retraités des Nations Unies à Madagascar (AFNU-MG) : Une association qui bouge !

Comme annoncé dans l'édition de juin 2018 de notre bulletin, l'Association des Anciens Fonctionnaires retraités des Nations Unies à Madagascar (AFNU-MG) a vu le jour le 25 mai 2018, suite à l'approbation de ses statuts et la mise en place du Comité Exécutif composé de 9 membres à l'Assemblée Générale du 26/10/2018. Depuis cette date, une cinquantaine des fonctionnaires des Nations Unies retraités ont rejoint l'association AFNU-MG. A son actif, on peut citer :

- La reconnaissance de l'AFNU-MG au niveau international, à travers son adhésion à la Fédération des associations des anciens fonctionnaires internationaux (FAAFI/FAFICS) en août 2018;
- La participation de l'AFNU-MG à la 48ème session du Conseil de la FAAFI à Vienne en juillet 2019,
- L'obtention de l'accord du Ministère des Affaires étrangères pour la création de l'Association et la reconnaissance officielle de son statut ;
- La réalisation de trois activités principales à savoir : la réunion de constitution, une Assemblée générale et une journée récréative.

En outre, l'AFNU-MG dispose d'un plan de travail bien établi pour la période 2018-2019. Les activités prévues pour 2019 tournent autour de trois axes majeurs :

- Promouvoir les activités sociales et le bien être des membres, à travers des rencontres récréatives et sportives et l'assistance aux membres sur divers sujets susceptibles de les intéresser ;
- Développer des activités de formation et d'information, notamment à travers l'organisation de séances d'information à l'intention des retraités et des fonctionnaires en exercice sur la caisse commune de pensions, les fonds de secours, l'assurance maladie après cessation de service, etc.
- Participer aux actions du Système des Nations Unies, en s'impliquant dans les actions visant à promouvoir les ODD, dans les célébrations officielles des Nations Unies, particulièrement celle de la Journée des Nations Unies, et en organisant des sessions d'information et de sensibilisation des membres de l'association et autres cibles pertinentes sur des thèmes relatifs à la santé et autres.

Au niveau de la communication, l'AFNU-MG dispose déjà d'une page Facebook pour offrir un espace agréable d'expression et d'échanges pour tous et toutes, qui offre aux membres la possibilité d'interagir avec les membres des autres Associations.

Enfin, l'Association a eu une rencontre le Coordonnateur résident le 19 juin dernier, puis avec l'Equipe-pays des Nations Unies le 17 juillet 2019 afin de partager les principaux acquis et réalisations majeures ainsi que son plan d'action pour l'année 2019. L'association préconise de renforcer les contacts auprès des unités en charge des ressources humaines des agences des Nations Unies afin de mettre à jour les bases de données sur les personnels déjà à la retraite ou ceux qui sont proches de la retraite. Une cartographie des compétences et profils des membres sera également établie, suite à la recommandation de l'Equipe-pays.

Contacts :

- Mme Farah Razafiarisoa, Présidente du Comité exécutif : razafiarisoafj@yahoo.fr
- M. Willem Van Milink, Secrétaire général : willem.vanmilink@gmail.com



Rencontre entre le Comité exécutif de AFNU-MG et le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies (c) BCR

HISTOIRE DE REUSSITE

Projet TSARA : Quand l'industrie créative se révèle être un instrument pérenne pour réduire la pauvreté



Dans un pays où l'agriculture est le principal moyen de subsistance de la population rurale, il est difficile de s'adonner à des activités quotidiennes autres que celles pour la survie. D'autant plus que pour les femmes, mères célibataires et veuves surtout, les pratiques ancestrales ne favorisent pas l'accès aux fonciers et aux opportunités économiques. À défaut d'un statut social reconnu, les femmes dans le monde rural se retrouvent souvent dans une situation des plus vulnérables.

C'est dans ce contexte que, depuis 2015, le Gouvernement de la Norvège a financé le projet TSARA, mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et dont l'objectif était de créer des activités productives en diversifiant les revenus des femmes vulnérables à Farafangana.

Le projet cherchait en premier lieu à engager les femmes rurales dans des activités socialement et économiquement durables qui leur permettrait d'améliorer leurs conditions de vie. TSARA a combiné l'expertise des femmes vannières du Sud Est du pays, des ateliers de soie de la région d'Ambositra au savoir-faire des artisans d'Antananarivo. Tandis que les femmes et artisans issus des zones reculées et des quartiers défavorisés ont été formés aux techniques de production, la chaîne de valeur fut soutenue par un accès renforcé au marché local et international avec l'appui d'un designer international de renom (Giulio Vinaccia). La création et la commercialisation de trois collections ont permis de générer des revenus de manière durable et d'améliorer le niveau de vie des femmes et artisans impliqués dans la production.

Ainsi sont nées les « Collections TSARA » qui ont été reconnues aussi bien au niveau local qu'à l'international. Grâce à l'approche intégrée avec laquelle l'ONUDI a réalisé le projet, TSARA a été récompensé par le prestigieux « Compasso d'Oro » (l'un des plus prestigieux prix et le plus ancien dans le domaine du design en Europe), notamment pour avoir utilisé l'industrie du design comme moteur de développement. Comme il est impossible de réussir dans le secteur artisanal sans s'assurer un niveau de compétitivité reconnu, le projet a alors créé l'écosystème nécessaire à l'innovation, à la créativité et au design et qui permet de connecter les talents locaux, la formation, l'entrepreneuriat, le secteur privé et les marchés.

Pour cela, il a fallu combler le gap en formation et donc, créer une formation professionnelle qui assure la disponibilité de talents nationaux et encourage l'entrepreneuriat auprès des jeunes. Ainsi, en 2016, l'ONUDI et l'ISCAM, en étroite collaboration avec le MESUPRES, ont établi un partenariat pour offrir aux jeunes étudiants et aux professionnels l'opportunité de combiner créativité, design, entrepreneuriat et management à travers le tout premier programme de Master en « Design et Innovation » à Madagascar. En parallèle, avec le concours du MEETFP, le projet TSARA a permis le développement d'un curricula sur l'entrepreneuriat au sein des Lycées Techniques et Professionnels à Madagascar dont les outils pédagogiques sont disponibles.

À ce jour, l'artisanat malagasy représente 8% du PIB et plus de 2 millions d'emplois. TSARA a offert une approche novatrice pour revitaliser les industries créatives malgaches tout en assurant des revenus aux artisans et en particulier aux femmes artisanes. Il a ainsi augmenté la compétitivité des artisans le long de chaînes de valeur en adoptant une approche tirée par le marché et la créativité. Une opportunité de traduire ainsi la culture malagasy en un modèle d'affaire durable et de porter le « branding » du pays à une reconnaissance internationale.

Le projet est officiellement clôturé depuis Juillet 2019 mais laisse derrière lui les bases solides d'une pérennité assurée, avec la sélection en 2018 d'un repreneur privé – HARENANTSIKA – qui est chargé de suivre la production avec les différents artisans/ateliers et de poursuivre la commercialisation des produits à Madagascar et à l'international.



Les résultats clés en chiffre

- 446 artisans formés et équipés dont 80% de femmes qui ont doublé leurs revenus ;
- 23 ateliers partenaires (groupement, association ou PME) dont plus de moitié en zone rurale ;
- 3 collections TSARA développées avec plus de 250 produits désignés et 1500 produits fabriqués, disponibles sur www.collectiontsara.com
- Produits disponibles à la vente sur le marché local et à l'export (Suisse et Italie)
- Près d'une trentaine d'étudiants inscrits au Master en « Design et innovation » auprès de l'ISCAM
- 12 lycées techniques pilotes accueillent le curricula en entrepreneuriat pour les jeunes, 35 formateurs formés et plus de 9500 étudiants formés pour l'année 2017/2018.



Première évaluation suite au cours d'entrepreneuriat au sein du Lycée technique et professionnel de Mantasoa. (c) ONUDI



Femmes artisanes de Farafangana en action. (c) ONUDI



Clôture du projet TSARA à l'hôtel Carlton, juillet 2019. (c) ONUDI

Réouverture du Musée du Palais d'Andafiavaratra

Des collections royales du Palais de la Reine retrouvent leur place

Dans le cadre du projet « Conservation préventive et valorisation des collections du Palais de Manjakamiadana au Palais d'Andafiavaratra », les collections royales ont été mises en vedette le 21 juin dernier à travers deux expositions sur le thème « Le Rova d'Antananarivo revêt son patrimoine » au Musée du Palais d'Andafiavaratra.

Ce projet financé par le gouvernement du Japon en 2015 a été mené par l'UNESCO suite à la demande du Ministère de la Communication et de la Culture et en collaboration avec le Comité National du Conseil International des Musées (ICOM) et le Centre International d'Etudes pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM).

La cérémonie du 21 juin a permis de présenter les résultats des activités du projet au sein du Palais d'Andafiavaratra : (i) la réhabilitation du dôme du palais d'Andafiavaratra, (ii) la réorganisation des réserves et (iii) la formation des personnels des musées à travers le cours « RE-ORG ». Pour la formation, il a été fait appel à l'expertise de deux formateurs de l'ICCROM ainsi qu'une équipe d'experts nationaux conduite par l'ICOM Madagasikara.

La mise en œuvre des activités au niveau du Palais d'Andafiavaratra a débuté en février 2019 avec la restauration du dôme. La formation réalisée du 11 au 21 juin 2019 au Palais d'Andafiavaratra a renforcé les capacités de 26 professionnels des douze musées nationaux grâce à la méthodologie « RE-ORG ». Cette méthodologie a été développée par l'ICCROM et l'UNESCO en 2011 pour aider les musées à améliorer la gestion de leurs collections en réserve et leur utilisation tout en respectant les savoir-faire traditionnels, les connaissances locales et la diversité culturelle.

Les deux expositions ont été mises en place par les participants et les formateurs. Elles mettent en valeur les collections sauvées de l'incendie du Rova d'Antananarivo en 1995.

« Je me réjouis de cette collaboration entre l'UNESCO et le Ministère de la Communication et de la Culture pour faire revivre le patrimoine culturel malgache à travers ce projet et cette exposition des collections royales », a déclaré Mme Karalyn Monteil, Conseiller régional pour la Culture au sein du Bureau Régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est,

qui a représenté le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies à Madagascar. « Je suis convaincue que le patrimoine culturel malgache est un moteur du développement durable qui pourrait contribuer à l'économie culturelle et créative de Madagascar » a-t-elle ajouté.

Pour sa part, le représentant de l'Ambassadeur du Japon, M. Kei Katagiri, a déclaré que « la réouverture du Musée du Palais d'Andafiavaratra a une signification qui va au-delà d'une simple restauration d'un musée national. Il s'agit d'un moment pour les Malgaches de partager leur fierté historique avec le reste du monde, et j'espère que de nombreux jeunes malgaches auront la chance de visiter le Palais et sa belle collection ».

Enfin, Mme Lalatiana Andriantongarivo Rakotondrazafy, Ministre de la Communication et de la Culture, a remercié le Gouvernement du Japon pour son appui financier ainsi que l'UNESCO, l'ICOM-Madagasikara et l'ICCROM pour leur appui technique, qui ont permis au Gouvernement malgache d'assurer la conservation préventive de nos collections royales ainsi que les collections des autres musées nationaux pour le bénéfice de tous les Malgaches.

A noter que les expositions au rez-de-chaussée du Palais d'Andafiavaratra sont ouvertes au public jusqu'en fin septembre 2019. Le musée sera de nouveau accessible au public au mois de novembre après la mise en place d'une nouvelle exposition permanente.



Vue partielle de l'exposition au rez-de-chaussée du Palais d'Andafiavaratra
(c) UNESCO

Les rotariens en action en faveur de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD)

L'Agenda 2030 est le plan mondial pour le développement humain le plus ambitieux jamais organisé et appelle toutes les couches de la société à participer à la réalisation des objectifs de développement durable. Les acteurs incluent les gouvernements, la société civile, le secteur privé et d'autres. C'est pourquoi nous nous félicitons de chaque occasion de discuter des ODD et du rôle de chaque acteur et individu.

Une de ces occasions était une réunion entre la coordinatrice résidente des Nations Unies, Mme Violette Kakyomya et le Rotary Club de Mahamasina, à leur propre invitation. L'agenda mondial 2030 et les ODD ont été présentés, ainsi que l'expérience de Madagascar jusqu'à présent dans la mise en œuvre de cet agenda mondial ambitieux.

Les rotariens tenaient à discuter de divers sujets, notamment le changement climatique et la protection de l'environnement. Le rôle du monde développé, par opposition au rôle du monde en développement, a fait l'objet de débats et de discussions. Les rotariens ont partagé des informations sur leurs activités au travers desquelles ils apportent une contribution remarquable à la fourniture de services sociaux à la population, en particulier les plus vulnérables, contribuant ainsi à la réalisation des ODD.

Mme Kakyomya a remercié les membres du club Rotary pour leur avoir permis d'échanger sur d'importantes questions de développement et leur a demandé de mener la discussion avec le reste des Rotariens du pays.



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



ELYX by YAK
création de Yacine ATT KACI (YAK) pour les Nations Unies avec ELYX, premier ambassadeur virtuel de l'ONU @ekyyak



NATIONS UNIES
MADAGASCAR



coordination.mg@one.un.org



mg.one.un.org



Système des Nations Unies à Madagascar



@mg.one.un.org